

# SOMMAIRE DU N° 2-2000

## Première Partie. — Doctrine et Chroniques

Paul LAGARDE. — *La convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes*.....

Georges A.L. DROZ. — *Variations Pordea (À propos de l'arrêt de la Cour de cassation, 1<sup>re</sup> Chambre civile, du 16 mars 1999)*.....



## Deuxième Partie. — Jurisprudence.

### I. — NATIONALITÉ.

### II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

### III. — CONFLITS DE LOIS.

**Responsabilité délictuelle.** — Loi applicable. — Délit complexe. — Localisation multiple des faits générateurs. — Dommage survenu sur le plateau continental soumis au droit écossais. — Loi du pays qui présente les liens les plus étroits. — Loi écossaise. — Loi du lieu où s'est produit le dommage. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 11 mai 1999, note Jean-Marc Bischoff, p. 199.

**Mariage.** — Mariage par procuration. — Article 146-1 du code civil. — Condition de fond du mariage. — 2) *Convention franco-marocaine du 10 août 1981.* — Mariage par procuration. — Célébration au Maroc. — Conjoint français. — Prohibition. — Article 146-1 du code civil. — Application. — Condition de fond du mariage. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 15 juillet 1999, note Léna Gannagé, p. 207.

### IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

**Compétence.** — Clause attributive de juridiction. — Désignation générale. — Détermination du tribunal spécialement compétent. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 13 avril 1999, note Bertrand Ancel, p. 219).

### V. — COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

**Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968.** — Article 27.1. — Frais de justice. — Caution *judicatum solvi*. — Montant excessif. — Contrariété à l'ordre public. — Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. — Pouvoir de révision (non). — 2) *Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.* — Article 6.1. — Accès à la justice. — Frais de justice. — Caution *judicatum solvi*. — Montant excessif. — Contrariété à l'ordre public. — Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Article 27.1. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 16 mars 1999, p. 223.

**Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968.** — Clause attributive de juridiction. — Transmission. — Contrats de vente successifs. — Inopposabilité de la clause au sous-acquéreur. — Cour de cassation (Ch. com.), 23 mars 1999, note Frédéric Leclerc, p. 224.

**Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968.** — Article 31. — Exécution des décisions. — Caractère exécutoire d'une décision. — Procédure collective de règlement du passif. — Cour de justice des Communautés européennes, 29 avril 1999, note Georges A.L. Droz, p. 236.

**Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968.** — Article 50. — Interprétation. — Notion d'acte authentique reçu et exécutoire dans un Etat contractant. — Acte établi sans l'intervention d'un officier public. — Cour de justice des Communautés européennes, 17 juin 1999, note Georges A.L. Droz, p. 245.

**Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968.** — Article 5.1. — Interprétation. — Lieu d'exécution de l'obligation. — Cour de justice des Communautés européennes, 28 septembre 1999, note Bertrand Ancel, p. 253.

**Bail d'immeuble.** — Convention de Saint Sébastien du 26 mai 1989 (article 16.1 (A)). — Qualification. — Clauses générales. — Assurance-résiliation. — Garantie de remboursement en cas d'insolvabilité. — Caractère accessoire. — Requalification du contrat (non). — 2) *Convention de Saint Sébastien du 26 mai 1989.* — Article 16.1. — Baux d'immeubles à usage personnel et temporaire. — Propriétaire et locataire domiciliés dans des Etats différents. — Applicabilité de l'article 16.1 (A). — 3) *Location de vacances.* — Contentieux de l'inexécution. — Demandeur. — Agence professionnelle intermédiaire. — Subrogation dans les droits du propriétaire. — Application de l'article 16.1 (A) (oui). — Cour de justice des Communautés européennes, 27 janvier 2000, note Horatia Muir Watt, p. 264.

## Troisième Partie. — Documentation.

### I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

*Etrangers.* — *Droits sociaux.* — *Charte sociale européenne.* — Décret du 4 février 2000, p. 277.  
— *Etrangers.* — *Réadmission.* — Décret du 28 mars 2000, p. 282.

### II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

*Service national.* — *Volontariat civil.* — Loi du 14 mars 2000, p. 293.

### III. — Communautés européennes.

.....

### IV. — Informations diverses.

*Etrangers.* — *Titre de séjour.* — *Mention « Vie privée et familiale ».* — *Pacte civil de solidarité.*  
— *Homosexuels.* — *Incidence.* — Réponse du ministre, p. 294. — *Etrangers.* — *Asile territorial.*  
— *Conditions d'attribution.* — Réponse du ministre, p. 295. — *Nationalité française.* — *Preuve.*  
— *Possession d'état.* — Réponse du ministre, p. 296. — *Droit international privé.* — *Vietnam.*  
— *Code civil de la République socialiste du Vietnam,* p. 298.

## Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** Boulanger (François), *Les rapports juridiques entre parents et enfants. Perspectives comparatistes et internationales* (Bertrand Ancel), p. 305. — Dicey and Morris, *The Conflict of Laws* (Horatia Muir Watt), p. 307. — *Instruction générale relative à l'état civil du 11 mai 1999* (Georges A.L. Droz), p. 312.

### II. — Revues.

.....

400282



61060

235

# Revue critique de droit international privé

Paul Lagarde

REDACTEUR EN CHEF

Bertrand Ancel

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Horatia Muir Watt

DALLOZ